

Journal de 13 heures

Pour l'archevêque de Kigali, deux évêques, 10 autres prêtres, en tout 70 personnes, le temps de la réflexion est terminé. Ils sont morts tués par ceux qui avaient pour mission de les protéger [des images du massacre de l'église de Ntarama sont diffusées pour illustrer le commentaire de l'envoyée spéciale]

Jean-Pierre Pernaut, Marine Jacquemin

TF1, 9 juin 1994

[Jean-Pierre Pernaut :] Et puis toujours l'horreur au Rwanda : l'archevêque de Kigali, deux évêques et 13 prêtres ont été massacrés par des soldats rebelles chargés de les garder. Dans un autre quartier de la capitale rwandaise, une dizaine de religieux ont également été assassinés. Marine Jacquemin.

[Marine Jacquemin :] Au sud-ouest de Kigali, Nyamirambo, fief des milices hutu, un barrage tous les 200 mètres [on voit des Interahamwe à un barrage. On entend quelqu'un dire, en français : "On ouvre la barrière". Un autre : "Ouais, ouais". Un troisième ironise le poing levé, toujours en français : "Avec les Inkotanyi !"]. Armés, drogués, alcoolisés, ces escadrons sèment la mort et la terreur depuis de nombreuses semaines. Assassins d'hier, d'aujourd'hui et de demain, tant que le mandat de l'ONU ne se contentera que d'approuver l'envoi de Casques bleus que la capitale rwandaise attend toujours.

Pour l'archevêque de Kigali, deux évêques, 10 autres prêtres, en tout 70 personnes, pour eux le temps de la réflexion est terminé. Ils sont morts tués par ceux qui avaient pour mission de les protéger. Une mort annoncée

[diffusion d'images du massacre de l'église de Ntarama]. Tous les religieux sont en première ligne comme sœur Bernadette que nous avons rencontré fin mai [diffusion d'images du camp de Kabgayi]. Ils nous ont alerté sur les dangers qu'ils encouraient. Pour réponse, notre silence, aveu d'impuissance.

Aujourd'hui au Rwanda on continue de tuer l'autre pour éviter qu'il ne vous tue. On tue sur des rumeurs. On tue des religieux. Même les enfants tuent.

L'ONU a officiellement approuvé hier l'envoi de 5 500 Casques bleus. Le principe en avait été autorisé le 17 mai dernier. Un long mois de discussions durant lequel plusieurs milliers de personnes ont simplement et sans raison perdu leur vie.